

Au moment où le mouvement étudiant recherche comment il peut, sous de nouvelles formes appropriées à la situation, poursuivre le combat qui, commencé depuis longtemps, a connu en mai et juin une intensité encore jamais atteinte dans un pays comme la France, - au moment où le mouvement, étudiant est menacé plus que jamais tant par la répression que par l'intégration ou même l'enlèvement interne, il faut, par delà les contraintes d'une conjoncture difficile, proposer un certain nombre d'objectifs de lutte s'insérant dans une perspective politique et s'inscrivant dans une stratégie politique. En effet, deux risques majeurs guettent aujourd'hui les masses qui ont fait ce qu'on a appelé "le Mouvement de Mai" : d'une part croire qu'en fin de compte le Pouvoir sort renforcé de l'épreuve dans laquelle il a failli choir, qu'en tout état de cause le mouvement doit réviser totalement sa stratégie et accepter, pour un certain temps peut-être, de jouer le jeu qui lui est proposé par le régime et donc défendre un certain nombre de positions acquises, adopter de fait une position de repli ; d'autre part, c'est le risque inverse, penser que les événements passés peuvent se reproduire presque similairement, mésestimer les particularités de la situation, les possibilités des forces en présence et donc proposer une série d'interventions strictement volontaristes ou opportunistes qui conduiraient, à terme, le mouvement étudiant à s'enliser dans le sable de l'activisme puis de l'inactivité forcée.

Analyser concrètement une situation concrète, son évolution et son environnement, telle doit être notre démarche. Proposer alors des objectifs s'insérant dans une stratégie, sou aboutissement.

I - LE MOIS DE MAI A VU LE DEVELOPPEMENT RAPIDE D'UN MOUVEMENT DE MASSE, DIVERSIFIE DANS LE DETAIL, MAIS POLITIQUE DANS SON CONTENU GLOBAL & UNITAIRE

On ne saurait nier que selon les lieux, selon les individus et les groupes, Le mouvement de mai a été diversifié : aussi bien en égard aux formes d'action qu'en égard au contenu de ces actions. La coupure n'existait d'ailleurs pas tant entre Paris et la province, sur le fond, qu'à l'intérieur même de ce qu'on peut appeler la région parisienne et la province. De plus, on ne saurait nier non plus, et ce fut sa force dans une certaine mesure, que le mouvement de mai fut pluraliste : nulle part aucun courant politique ne fut hégémonique ; les différentes lignes s'affrontèrent, et se développèrent dans le contact avec la réalité ; mais elles réalisèrent leur unité dans l'action.

Malgré cette diversité, le mouvement de mai fut en effet profondément unitaire. Unitaire parce qu'il fut un mouvement de masse chez les étudiants comme chez les travailleurs ; unitaire aussi parce que ses objectifs, dépassant le cadre de revendications corporatistes et mettant en cause le pouvoir à tous ses niveaux, furent fondamentalement et rapidement politiques, unifiants ; unitaire enfin parce que, sur les bases politiques ainsi définies, à savoir la lutte contre l'exploitation capitaliste sous tous ses aspects sociaux, économiques, politiques ou culturels, la jonction put se faire entre les différentes catégories exploitées : ouvriers, employés, cadres, techniciens, paysans, étudiants, enseignants, et ce malgré les difficultés dues tant aux diversités des situations et des objectifs particuliers qu'à la volonté de certains de sectorialiser au maximum les luttes et de dresser des murailles entre ces catégories.

Ce mouvement unitaire fut dans son essence, en dépit des affirmations de certains, politique. Parce qu'il fut politique il posa le problème non en termes de changement d'équipe au pouvoir, mais en termes de changement de nature du pouvoir et fit ainsi la démonstration que la volonté et la possibilité de changer, dans une société comme la nôtre, les rapports de production et de bouleverser les rapports sociaux, n'étaient pas des utopies. L'extension du mouvement étudiant, le passage rapide d'objectifs universitaires à une lutte de masse anti-répressive puis plus directement politique est à cet égard particulièrement significative.

.../...

2 - LES DIFFICULTES RENCONTREES PAR LE MOUVEMENT ETUDIANT APRES MAI SONT DUES A SON ISOLEMENT LIE AUX DEVIATIONS DES OBJECTIFS DE LUTTE GLOBALE.

Pendant les mois de mai et de juin, le mouvement étudiant a fait la preuve qu'il pouvait, avec le mouvement ouvrier, poser et tenter de résoudre les problèmes au fond, en évitant tant les écueils du réformisme petit-bourgeois que du gauchisme. Le réformisme petit-bourgeois a été évité parce que la mouvement a su sortir du ghetto universitaire, parce que les étudiants ont compris que les problèmes de l'université n'étaient que l'expression des contradictions du système d'exploitation capitaliste, parce qu'enfin l'affrontement avec les forces de répression, moyens de domination et de survie de la caste au pouvoir, de son Etat, n'a pas été refusé et a même été accepté en connaissance de cause. Cet affrontement, le recul qu'il a entraîné de la part d'un gouvernement qui ne pouvait plus alors commettre que des erreurs tant la situation avait dépassé le cadre d'un conflit traditionnel, a permis l'éclatement, à un moment donné, d'un conflit aigu révélant de façon particulièrement significative les antagonismes de classe et dans lequel la classe ouvrière jouait le rôle essentiel. Le mouvement étudiant, qui s'était trouvé conjoncturellement et temporairement aux premières lignes de la lutte contre l'Etat bourgeois, devenait alors, et devenait seulement, l'allié des travailleurs en lutte : "la force principale des transformations sociales reste la classe ouvrière" (l'UNEF propose) ; combattant toute tentative d'enlèvement du mouvement, soit en le limitant à de seuls objectifs universitaires, soit en n'envisageant la jonction des luttes étudiantes et ouvrières que dans la cour de la Sorbonne, les étudiants se fixèrent comme objectif de "participer au mouvement dynamique de contestation sociale", en tenant compte de leur situation ; c'est pourquoi l'UNEF proposait l'extension de la lutte à l'ensemble des secteurs diffusant l'idéologie dominante et la jonction réelle avec les luttes ouvrières et paysannes en posant le problème du même type de contestation du pouvoir au sein de l'entreprise et dans les structures de formation ; c'est pourquoi la bataille sur l'information devait être faite en liaison avec les travailleurs de la presse, la bataille dans le secteur culturel avec principalement, pour un temps, les jeunes travailleurs ; et, disions-nous : "notre rôle est d'amplifier la campagne d'explication politique pour empêcher le gouvernement et la réaction de couper la lutte étudiante des luttes ouvrières ; les militants de l'UNEF auront donc à participer aux meetings, réunions, manifestations décidées par les travailleurs, cette participation étant considérée comme prioritaire pour nous" (Cf. tract "l'UNEF propose").

Cette orientation du mouvement étudiant, les formes concrètes de manifestations et d'organisation qu'elle entraîna, lui permit d'éviter l'écueil du gauchisme particulièrement menaçant lorsque les travailleurs reprirent le travail : la tâche des étudiants ne fut pas, comme certains voulurent le faire croire, de prolonger à tout prix et malgré les travailleurs le même type, de luttes que celui de la période précédente ; ce fut essentiellement de livrer une bataille pied à pied pour conserver ce que la bataille avait permis d'obtenir et ce fut de soutenir la lutte des secteurs les plus combatifs et donc les plus menacés du monde des travailleurs : telle est la signification de la présence des étudiants à Boulogne, à Flins, chez Citroen ; tel est le sens de l'opposition à la prise de la Sorbonne et des facultés parisiennes ou provinciales.

II n'en reste pas moins que le mouvement se trouva, apparemment, dans une impasse : la liaison avec les travailleurs avait été réelle : pour mettre fin au mouvement le gouvernement s'employait à la division et centralisait tous ses efforts dans un premier temps sur les travailleurs parce que c'était leur lutte qui était la plus dangereuse, laissant en l'état les affaires de l'université.

L'isolement dont fut alors victime le mouvement étudiant est à l'origine de ses difficultés : isolement de fait puisque, alors que le travail avait repris dans les usines, les facultés étaient toujours occupées et les étudiants en grève, - isolement politique puisque le mouvement, précisément parce qu'il avait refusé le corpo-
.../...

ratisme universitaire et posé les problèmes politiques, se trouvait alors dans l'impossibilité de faire avancer seul son projet. Si les tentatives d'isolement du mouvement étudiant, par de nombreux responsables du mouvement ouvrier, avaient été nombreuses et importantes depuis le début, c'est à ce moment seulement que leurs effets purent se cristalliser permettant le début puis le développement de la répression et le retour, en surface, à une situation "normale".

La déviation apportée aux objectifs de lutte globale avait permis la reprise du travail ; elle déplaçait le champ de la lutte de son véritable terrain qui est la lutte à la fois économique, sociale et politique pour la placer sur le terrain parlementaire, donc sur le terrain de la bourgeoisie ; nécessitant le "retour à l'ordre", livrant les travailleurs isolés aux méthodes de la tromperie gouvernementale bourgeoise et aux mains des notables politiques en lutte, elle consacra la fin de cette première phase de luttes et la nécessité de trouver les objectifs et les formes d'action appropriées à la situation ainsi créée. Si nous n'avons pas été en mesure de le faire aussitôt qu'il l'eut fallu, ce qui causa un certain désarroi chez les militants, les assises de Grenoble ont été un premier pas, et très positif, dans la redéfinition du mouvement étudiant. La situation politique défavorable, l'isolement du mouvement, l'impossibilité de réorganisation liée à la fermeture des facultés, le départ de nombreux étudiants, de la masse, dû à la période de l'année sont autant de facteurs qui permettent d'expliquer au moins dans une certaine mesure cet état de choses, sinon de le justifier.

3 - LES ASSISES DE GRENOBLE ONT ETE LA PREUVE, MALGRE LA DIVERSITE DES PARTICIPANTS ET LES DIFFICULTES DU DEBAT, DE L'UNITE PROFONDE DU MOUVEMENT. ELLES ONT ETE LA PREUVE DE LA POSSIBILITE D'UNE LIGNE POLITIQUE DE MASSE EN MILIEU ETUDIANT ET DE LA NECESSITE D'UN CERTAIN NOMBRE DE REFORMES ET DE REORGANISATION.

C'est un fait que les assises nationales de l'UNEF, convoquées à Grenoble au début du mois de juillet, n'étaient pas des instances statutaires ; elles étaient la réunion de tous les camarades qui avaient participé et animé le mouvement et qui, à la suite de ce mouvement, entendaient travailler à la reconstruction et à la redéfinition de l'organisation de masse étudiante. C'est bien d'ailleurs, ce qui a été compris et exprimé par tous ceux qui étaient concernés par cette tentative puisque l'on peut lire dans le projet pour une nouvelle charte de l'UNEF, art. 4 : "L'UNEF est apparue comme le seul mouvement politique de masse à l'échelle nationale capable d'impulser et de mobiliser les étudiants sur des mots d'ordre de contestation du système capitaliste et de son appareil d'Etat".

Nous affirmons que ces assises ont été un pas important dans la vie de l'UNEF parce qu'elles ont réuni l'ensemble du mouvement étudiant qui a fait son bilan et parce qu'elles ont montré l'unanimité de tous ceux qui avaient effectivement animé le mouvement. Le texte intitulé "Projet pour une nouvelle charte de l'UNEF" a été approuvé par l'ensemble de ceux qui avaient mené les luttes. Si certains ne l'ont pas accepté c'est que soit ils avaient tout fait pour freiner le développement et l'extension de l'action, soit ils s'étaient trouvés en marge d'un combat qui ne correspondait pas au schéma pré-établi qu'ils s'étaient fixé comme ligne de conduite ; bien que ces camarades fassent partie jusqu'à présent, à part entière, de l'UNEF, nous estimons que leur attitude et leur ligne ne sert pas l'UNEF, instrument de combat des étudiants dans le cadre des luttes d'ensemble qui ont été réellement menées et du prolongement qu'il faut leur donner.

Tirant les leçons des expériences et des événements concrets, les confrontant à la ligne fixée depuis longtemps déjà (fondée sur la conscience que l'UNEF devait lutter pour la démocratisation de l'enseignement dans ses fondements et sa finalité et que, en conséquence, cette lutte ne pouvait que s'intégrer dans le cadre de la lutte des travailleurs), un certain nombre de points ont été affirmés, et sur lesquels il ne peut être question de revenir :

.../...

. tout d'abord en ce qui concerne les buts fondamentaux de l'UNEF. En ... de prétention à représenter l'ensemble du milieu mais le mouvement étudiant en lutte, l'UNEF travaille en fonction de buts politiques généraux... il s'agit de lier les revendications portant sur la sélection et la formation professionnelle à la contestation du système capitaliste en général tel qu'il s'exprime sous ses formes particulières à l'université". (projet pour une nouvelle charte de l'UNEF, art. 7). L'UNEF s'inscrit donc clairement dans le cadre de la lutte anti-capitaliste.

. ensuite et en conséquence, quant à la nature de l'UNEF : "les revendications portant sur la formation professionnelle n'ont de sens que si elles s'insèrent dans une contestation du système capitaliste, c'est-à-dire que si elles sont avancées non par un pseudo-syndicat étudiant mais par un mouvement politique de masse" (art.6). Cette définition tient compte du fait que l'UNEF ne peut être une réplique des syndicats ouvriers ("les étudiants n'ont pas d'intérêt homogène à défendre", étant "à la fois victimes et auxiliaires du capitalisme") mais ne doit pas "être un cartel d'organisations politiques : elle doit être une organisation de masse intervenant d'une manière autonome" (art 2 et 3).

. enfin, quant au rôle de l'UNEF, rôle "à la fois revendicatif et contestatoire" (art.6). Rôle contestatoire car ne recherchant pas un aménagement de cette université, sa meilleure intégration dans le système capitaliste. Rôle revendicatif parce que la contestation ne peut être efficace, comprise, et n'avoir de signification que si le mouvement fixe les objectifs qu'il veut atteindre.

De ces trois points découlent des conséquences immédiates : la liaison nécessaire avec les travailleurs, la lutte internationale contre le capitalisme, la nécessité d'un fonctionnement meilleur de l'organisation.

"La lutte anti-capitaliste de l'UNEF ne se porte pas seulement sur le terrain universitaire, terrain privilégié de son intervention : l'UNEF participe aux luttes de la classe ouvrière non seulement par un soutien matériel mais également en engageant ses militants aux côtés des militants ouvriers, en lutte" (art. 7).

"l'UNEF a à son programme le soutien internationaliste à la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste de tous les peuples opprimés, notamment la lutte victorieuse du peuple vietnamien" (art. 8).

" pour atteindre ces objectifs, et afin d'y associer tous les étudiants et lycéens qui ont participé aux luttes de mai aux côtés des travailleurs, il faut modifier les structures de l'UNEF dans le sens d'une meilleure adaptation au mouvement et à ses tâches, - en créant des structures démocratiques de base souples d'intervention" (art. 9).

C'est sur ces bases que le travail doit s'engager, que la bataille doit se livrer. Le bureau national de l'UNEF se sent totalement engagé par ce texte et les militants de l'UNEF doivent le faire leur, l'expliquer, le développer. Ainsi pourra s'engager pleinement la nouvelle phase de luttes qui s'est amorcée.

4 - MALGRE LES CONCESSIONS APPAREMMENT FAITES AU MOUVEMENT, LA POLITIQUE D'EDGAR FAURE POURSUIT LES MEMES OBJECTIFS QUE SES PREDECESSEURS : LA CAPITALISME TENDE D'ACCENTUER SA POLITIQUE D'INTEGRATION.

Apparemment, à ses débuts au moins, la politique de l'actuel ministre de l'E.N. semblait faire quelques concessions au mouvement étudiant dont la force avait amplement été démontrée. Il est vrai que jamais auparavant un ministre de l'E.N., dans un gouvernement gaulliste, n'aurait sans doute proposé que l'on mit fin à la politique de sélection outrancière, que l'on supprime les chaires, que les étudiants puissent donner leur avis, à parité avec les enseignants, quant au fonctionnement de l'enseignement ... Edgar FAURE devait donc se présenter comme l'homme du dialogue, de l'apaisement ; le masque a du tomber rapidement. Mais un tel ministre pouvait-il être autre chose que l'entremetteur, le maquignon intelligent du capitalisme français ? Pouvait-il poursuivre d'autres buts que ses pâles et tristes prédécesseurs ? Certainement pas.

.../...

On a d'ailleurs beaucoup trop insisté au début sur la double tactique du pouvoir s'appuyant à la fois sur Edgar-la-carotte et sur Marcellin-le-bâton. Ni l'un ni l'autre ne représentait une politique précise : ils n'étaient que les instruments de la politique d'un seul homme, de GAULLE, celui qui aime nager dans les eaux troubles, faire travailler les autres, les blâmer s'ils échouent, se féliciter s'ils réussissent. Le problème n'est pas pour lui d'offrir une alternative au mouvement, mais de procéder à son éclatement et à son épuisement en lui offrant l'intégration pour l'acceptation de laquelle la répression devrait servir de stimulant ou de moyen de contrainte.

La seule solution proposée est donc l'intégration dans le système, pour laquelle il faut trouver les formes. Que cela cause des problèmes, c'est certain, car le capitalisme français et ses alliés ne peuvent tolérer ni la discussion qu'ils seraient incapables de soutenir, ni les astuces, dans le processus même de l'intégration, qu'ils sont trop bêtes pour comprendre : comme le général de GAULLE ne peut compter sans le patronat, Edgar FAURE ne peut échapper aux chaînes des conservateurs, voire des fascistes que son régime a fait élire, des technocrates dont le vrai visage est dévoilé ; il était normal alors que l'on s'aperçoive au contact des réalités qu'il n'était qu'un hochet dans les mains de la politique gaulliste donc dans les mains du capitalisme, de la grande bourgeoisie.

Ce qui était recherché avec Edgar FAURE, c'était, formellement, l'abandon d'une politique autoritaire dans l'enseignement, politique se heurtant tant à l'opposition du mouvement étudiant qu'à la méfiance et à la résistance du poids mort d'une grande majorité des enseignants ; puisque la sélection ne pouvait sans heurts s'instaurer par des barrages à différents niveaux, l'on supprimerait apparemment ces barrages ; puisque les mécanismes d'orientation forcée grinçaient, on les adouciraient et l'on supprimerait ceux qui se sont révélés inutiles dans la pratique (par ex. la division licence-maîtrise dans certains endroits) ; puisque l'hostilité grandissait contre les mandarins, on ferait semblant de les abattre en instituant une distinction entre grade et fonction... Tout cela, dans un but d'apaisement. Là où ses prédécesseurs avaient échoué en tentant des réformes, des adaptations, imposées, centralisées, Edgar FAURE fait le pari de réussir en jouant la décentralisation et le dialogue de tous.

EN POURSUIVANT DIFFEREMMENT LES MEMES FINS, EDGAR FAURE VA ESSAYER DE FAIRE MIEUX DANS L'ADAPTATION DE L'UNIVERSITE FRANCAIS AU CAPITALISME. La réforme d'Edgar FAURE n'est pas la réforme FOUCHET. Ces deux réformes ne sont que l'adaptation de l'université au capitalisme ; mais la réforme FOUCHET, c'était l'adaptation contrainte, et trop visible, malhabile ; la réforme FAURE, c'est l'adaptation en douceur, peut-être plus longue à mettre en oeuvre, mais moins dangereuse, moins explosive dans le contexte politique actuel.

Deux secteurs de l'E.N. sont essentiels pour l'économie : celui de la recherche et celui de la formation d'ingénieurs et de cadres techniques. Il est à remarquer que ces deux secteurs sont toujours restés en dehors, apparemment, des préoccupations d'Edgar FAURE ; c'est qu'il allait de soi pour lui qu'il n'était en aucune façon question de toucher tant aux IUT qu'aux Grandes Ecoles, de même qu'au contrôle, au financement et au fonctionnement de la recherche : la continuité de la politique suivie par les différents ministres est ainsi évidente.

Il est vrai que le pouvoir dans l'université apparaît menacé par les réformes de FAURE ; ce n'est qu'apparence : la chute des mandarins était prévue depuis longtemps déjà, leur poids mort constituant un frein dans l'adaptation universitaire aux fins économiques ; le mouvement étudiant aura servi tout simplement de prétexte et de marge de manoeuvre pour atteindre ce but ; d'autre part, si le pouvoir mandarin est battu en brèche, c'est pour que lui succède un autre pouvoir professoral, mais plus collégial que le précédent (voir à cet égard la place de + en + grande qui est faite au domaine réservé au corps des professeurs et maîtres de conférence).

.../...

Il est, vrai aussi que certaines structures de la réforme FOUCHET paraissent dangereusement menacées, comme par exemple celles qui résultent de la division entre licence et maîtrise ; cette division avait été conçue dans le but de sélectionner et de former avec un soin particulier les cadres supérieurs nécessaires à la compétitivité de la recherche ; il semble qu'aujourd'hui le ministère ait conscience que le résultat escompté n'a pas été atteint ; c'est pourquoi l'on ne serait pas opposé à la suppression de cette division si impopulaire. Quant à la sélection, l'on s'est rendu compte qu'il serait difficile d'imposer un barrage à l'entrée de l'enseignement supérieur ; on projette alors simplement de changer de tactique ; le baccalauréat se passerait à la fin de la Ière, et la terminale serait une année préparatoire à l'enseignement supérieur, en quelque sorte une année préparatoire à un concours : le < système > sera le même que celui escompté auparavant, mais tiendra compte de la nécessaire relative ouverture de l'université (car l'économie a de + en + besoin de cadres) et pourra mieux être accepté et mis en oeuvre, l'hostilité à un tel mécanisme étant moins vive chez les enseignants et parents d'élèves (mais on oublie les lycéens) que chez les étudiants.

Il est vrai enfin que l'on cherche à donner l'impression que la contestation pourra mieux s'exprimer dans le nouveau système : ne va-t-on pas, pour permettre une réelle expression des étudiants, jusqu'à reconnaître une certaine autonomie des universités ? En reprenant un mot d'ordre étudiant, en le privant de son sens et en le détachant du contexte dans lequel il avait été formulé, on veut atteindre ce que FOUCHET et PEYREFITTE n'avaient pu obtenir : les universités concurrentielles. Rappelons que pour nous, "Pouvoir étudiant" signifiait pouvoir de contestation se traduisant par le droit de veto des étudiants sur toute décision (voir tract "l'UNEF propose" paru au milieu de mai) droit de veto supposant une certaine autonomie pour être efficace et applicable immédiatement : au moment où cette revendication était formulée, les étudiants occupaient les facultés et avec les enseignants étaient en mesure d'imposer leurs vues dans l'Université, quel que fut l'environnement de celle-ci. Aujourd'hui l'on transforme ce mot d'ordre en participation, donc en tentative d'intégration, et l'on conserve l'idée d'autonomie. L'on espère que la participation emportera sur la contestation et au nom de la possibilité d'expression des étudiants on tente de mettre en oeuvre une vieille idée déjà exprimée au colloque de Caen.

Finalement, les propositions d'Edgar FAURE ne cherchent qu'à diviser, à isoler le mouvement étudiant ; elles ne constituent qu'un répit dans une orientation universitaire autoritaire ou plutôt elles sont une nouvelle méthode, le nouveau visage de la politique d'intégration. Elles reposent sur l'idée que la pression externe de l'économie et le jeu des mécanismes internes à l'université permettra de meilleurs résultats. Un premier test de cette politique devait être fait avec la rentrée universitaire, les examens.

5 - LA RENTREE UNIVERSITAIRE : TEST POUR LE POUVOIR - LES ETUDIANTS SAVENT LUI MONTRER QU'UNE SITUATION "NORMALE", C'EST A DIRE LE RETOUR A LA SITUATION ANTERIEURE, N'EST PAS POSSIBLE.

C'est le pouvoir lui-même qui avait choisi de faire de la rentrée universitaire et des examens un test politique. Test destiné d'ailleurs pas seulement au milieu universitaire : le retour à l'"ordre", à une situation "normale" dans l'université était de façon plus générale la consécration de la victoire du gaullisme, de sa victoire électorale ; c'était, après le repris du travail dans les entreprises, la 2° étape de la restauration de son pouvoir. C'était aussi la première manche à gagner dans l'instauration de la participation universitaire. Nul n'était dupe, si les examens devaient se passer, ce n'était pas tant pour l'objet même des examens que pour ce qu'ils pouvaient représenter ; dans la mesure aussi où, à cette occasion, allaient se manifester les premiers symptômes de retour en force de la réaction, de la reprise en main des affaires par les enseignants. Donc, le test était finalement double : faire passer les examens donc faire fonctionner la machine universitaire ; - tenter,

.../...

par le non-respect des accords conclus en mai et en juin, de revenir sur ce que l'on avait dû lâcher et voir dans quelle mesure la situation normale ne pourrait pas être la situation antérieure au mouvement. Dans les secteurs liés à l'enseignement, on tente également la même opération : ainsi, dans les cités universitaires où l'on cherche à profiter de la remise en ordre pour revenir sur les règlements adoptés par les étudiants en février.

A cette occasion, la tactique du pouvoir se fit claire : la division et le morcellement du mouvement d'une part, l'intimidation et la répression d'autre part sont ses armes préférées. Division entre Paris, avec les fauteurs de trouble, et la province, beaucoup plus raisonnable ; échelonnement des épreuves sur une période longue ; introduction des barbouzes dans l'université. Cette tactique trouvait dans la volonté de la majeure partie du corps enseignant de recommencer leur travail d'avant et donc d'imposer d'abord leurs modalités d'examens l'occasion de s'appliquer en trouvant les prétextes d'intervention les plus variés.

Qu'une bataille devait se livrer donc sur les examens était évident dès le début et son enjeu n'était pas mince : en imposant le respect des engagements conclus en mai et juin, il fallait montrer que le mouvement ne pouvait être remis en question, que la poursuite du combat ne se limitait pas à des slogans mais passait par la poursuite d'actions de masse. Sur ce point, il faut reconnaître que le mouvement étudiant a gagné : la masse des étudiants de médecine et de la Sorbonne à Paris, de certaines facultés de Toulouse, Grenoble ... a montré que le pouvoir avait perdu son pari : la rentrée ne s'est pas faite dans l'ordre souhaité par lui. Le mouvement n'acceptait pas qu'on le baillonne, il entendait prolonger l'action menée.

Mais il faut être clair : après avoir dit qu'il ne s'agissait pas à l'évidence d'une bataille sur les examens, en tant que tels, instruments d'une sélection (tout examen, même amélioré, est un outil de la politique de sélection), il faut souligner le cadre dans lequel s'inscrivait cette action (rapport des forces) et la signification des mots d'ordre (respect des engagements et discussion sur les modalités des examens entre les étudiants et les enseignants).

L'action sur les examens ne pouvait donner lieu qu'à une épreuve de force nécessaire, mais obligatoirement limitée. D'une part il faut reconnaître que la grande masse des étudiants n'était pas disposée à engager une bataille généralisée sur les examens de crainte de perdre une année et parce qu'elle n'en avait pas les moyens. D'autre part le rapport des forces tant à l'intérieur de l'université qu'à l'extérieur de celle-ci ne le permettait pas (l'opinion comprend mal un refus de passer les examens, voire même certaines formes d'action sur les examens : travail en groupe, livre ouvert ...). Donc l'action avait ses limites : elle ne pouvait en particulier aller jusqu'à l'affrontement large et brutal qui aurait été à l'origine d'une répression imparable dans les circonstances actuelles. D'où la nécessité d'avancer un certain nombre d'objectifs dont la signification politique, apparemment ambiguë, devait être explicitée sur le fond.

Demander que les engagements pris en mai et juin soient respectés, demander à ce que, sur cette question, il y ait accord réalisé entre étudiants et enseignants n'impliquait pas que l'on considérerait toutes les décisions prises alors comme révolutionnaires ni que l'on considérerait que l'université devait être cogérée par les étudiants et les enseignants. Se battre pour le respect des engagements pris, c'était se refuser à ce que le mouvement de mai soit remis en cause et à ce que l'on revienne à la situation d'avant mai ; l'adoption des modalités des épreuves par les étudiants et les enseignants représentait, conjoncturellement, le moyen de concrétiser cette volonté en rendant la bataille sur les examens clairement justifiée et délimitée tant aux yeux des étudiants que de l'opinion ; c'était aussi le moyen de tester la volonté du corps professoral, de mettre en lumière ses clivages politiques.

.../...

En voulant attaquer dès la rentrée le milieu qui lui paraissait le plus combatif et le plus dangereux dans cette période le pouvoir, tout en ne réussissant pas à assurer le retour à la "normale" qu'il s'était juré d'effectuer, a montré à cette occasion son vrai visage et les contradictions apparentes de sa politique et de son clan. Les étudiants ont gagné la bataille de la rentrée en dévoilant la nature répressive de la politique du pouvoir, les motivations diverses du corps enseignant et la volonté des étudiants de poursuivre le combat.

Mais l'action des étudiants n'est que secondaire, particulièrement, dans la période actuelle, si elle ne trouve son relai, son débouché dans une lutte beaucoup plus large, et susceptible de la faire sortir de l'ornière dans laquelle elle serait apparemment enlisée. C'est pourquoi il nous faut regarder avec une particulière attention le développement des luttes dans l'ensemble de la classe ouvrière.

6 - MALGRE LES OFFENSIVES PATRONALES ET L'ABSENCE DE RIPOSTE GENERALISEE ET ORGANISEE, LES TRAVAILLEURS ONT FAIT PREUVE DES LA RENTREE DE LEUR DETERMINATION DE CONTINUER LE COMBAT.

D'après les renseignements que l'on peut recueillir aujourd'hui, il semble bien d'une part que, malgré tout ce que l'on avait pu penser ou dire en juin, la conjoncture économique ne sera pas vraiment catastrophique durant l'automne, mais que cela n'empêche en aucune façon le développement de mouvements partiels assez radicalisés dans le monde ouvrier.

En ce qui concerne l'analyse de la conjoncture économique, deux éléments essentiels semblent se dégager au niveau global : la reprise de la production et la relative stabilisation du chômage. La reprise de la production s'explique par l'importance des avantages acquis par les travailleurs, surtout les moins payés, provoquant une hausse du pouvoir d'achat que les hausses successives n'ont pas malgré tout totalement anéanti. La stabilisation relative du chômage en est la conséquence ; elle pourrait être mise en danger si le pouvoir cessait sa politique de subventions, particulièrement aux petites et moyennes entreprises, ce qui pour le moment n'est pas le cas.

Mais cela n'est pas déterminant ; la hausse des prix crée un mécontentement ; pour récupérer ce qu'il a dû lâcher le patronat cherche à augmenter la productivité et donc les cadences, les horaires... et surtout, à la suite des luttes de mai et juin les travailleurs ont acquis la conscience de la nécessité et de la possibilité du combat. Sans compter la menace du développement important du chômage (1 million de chômeurs) prévu pour l'an prochain, le fait que les cadres ont l'impression d'être des cibles de choix (recevant des salaires particulièrement élevés, ils pensent être les premières victimes des compressions et des mesures de rationalisation décidées par le patronat), la crise latente dans la petite paysannerie (la politique d'Edgar FAURE à l'agriculture a consisté à avantager les gros agrariens par rapport aux petits exploitants qui sont ainsi en train de faire les frais du Marché Commun ; les mouvements qui se sont produits dans le midi à la fin de l'été en sont un des premiers symptômes).

Les conditions objectives ne manquent donc pas qui peuvent donner naissance à des mouvements nombreux. Mais l'instabilité de la situation, le poids lourd des dernières grèves à supporter par les travailleurs sont, à priori, autant d'obstacles à la généralisation de ces mouvements. Les conditions subjectives en revanche (conscience qu'ont les travailleurs qu'il faut reprendre la lutte), si elles sont moins bien connues peuvent laisser plus d'espoirs. La conclusion que l'on peut tirer de la situation est la suivante : un mouvement généralisé n'est pas prévisible, mais il n'est pas impossible, loin de là.

Disons que nous sommes en situation, de crise permanente. Cette situation est due au fait que le mouvement de mai est lui-même à l'origine d'une nouvelle étape dans la reconversion et dans l'organisation du capitalisme français : les entreprises fran-
.../...

çaises ne pourraient pas supporter les frais des grèves si elles n'améliorent pas la productivité et la rentabilité de leur système. Ce qui se traduit par l'accélération des cadences, un contrôle plus serré sur le travail, des déplacements de postes. Autant de sujets de mécontentement, autant d'actions en vue. Notons en passant que ce phénomène, joint au fait qu'à la suite de mai les revendications sur les salaires ne sont pas apparues en fin de compte comme payantes, va entraîner un nouveau type de revendications et d'actions moins traditionnelles, posant les problèmes des conditions de vie et de travail dans l'entreprise, et finalement de pouvoir.

Les dernières semaines ont été marquées par toute une série d'actions dans diverses entreprises. L'examen de chacune de ces actions montre qu'elles se produisent à peu près toujours selon le même schéma : à la suite d'une attaque patronale (directement ou par l'intermédiaire du contremaître), licenciement ou surveillance accrue du travail ou accélération des cadences, des travailleurs décident spontanément de suspendre le travail, et sont suivis par l'ensemble de l'atelier ou du bureau ; que ce soit à Flins, aux chèques postaux de Paris ou ailleurs partout l'action a été spontanée, sans aucune consigne syndicale ; à chaque fois les travailleurs décident la grève illimitée : ils sont décidés à grêver jusqu'à ce que la réintégration soit réelle ou la situation analogue, pas pire, à ce qu'elle était avant. Les premiers indices que l'on puisse avoir laissent penser que cette situation n'est pas propre à Paris.

C'est donc aujourd'hui dans une situation de crise latente et permanente que nous sommes, et le moral des travailleurs est loin d'être atteint. Des preuves supplémentaires peuvent être trouvées dans le fait que la CGT a dû modifier sa plateforme revendicative traditionnelle pour y faire entrer des éléments qualitatifs, que la C.F.D.T. est le théâtre de débats politiques dépassant le cadre coutumier, que les patrons ont eu conscience qu'ils devaient modérer leurs attaques provisoirement.

7 - DANS CES CONDITIONS, LA POURSUITE DU COMBAT N'EST PAS UNE AFFAIRE DE MOTS ; ELLE EST CONCRETEMENT POSSIBLE ET NECESSAIRE, DANS LE PROLONGEMENT DU MOUVEMENT DE MAI.

Les travailleurs comme les étudiants ne se sentent pas fondamentalement battus ; ils ne partent pas de zéro, surtout s'ils restent unis. Au cours des mois passés les uns comme les autres ont pris conscience de leur force lorsqu'ils se battent sur le terrain qui est le leur ; ils l'ont abondamment montré dans les semaines qui viennent de s'écouler.

Il s'agit maintenant de poursuivre et d'amplifier la lutte. Celle-ci ne peut être que dans le prolongement du mouvement révolutionnaire de mai. Chacun en est bien conscient, c'est sous tous ses différents aspects, dans l'entreprise comme dans la société, le problème du pouvoir qui est posé, le problème de la conquête du pouvoir par les travailleurs, donc le problème de la marche vers le socialisme. Voilà le projet, il faut se donner les moyens de l'atteindre.

8 - NOTRE STRATEGIE NE PEUT ETRE QUE CELLE DE L'ALTERNATIVE SOCIALISTE -

Si des travailleurs pouvaient encore en douter, les événements de mai leur en ont apporté la preuve, à contrario : que les structures de production, que les structures de l'Etat, que le pouvoir n'ait pas changé explique clairement et douloureusement que les conquêtes de travailleurs soient si rapidement mises en brèche par le capital. Le mouvement de mai ne luttant d'ailleurs pas pour un simple changement de politique ; tous les exemples historiques (l'exemple anglais est le plus frappant) montrent qu'il n'y a pas changement de politique sans changement de nature du pouvoir ; il ne peut y avoir de politique pour les travailleurs que s'il y a le pouvoir des travailleurs. Pour la 1^o fois en France, le problème réel du pouvoir a été clairement, publiquement, et massivement posé : il n'est pas question de revenir en arrière. Le Front Populaire n'avait jamais mis en avant l'alternative socialiste ;
.../...

la grande leçon de mai est que, justement, malgré tout ce que l'on avait <pu dire sur> la société de consommation, sur l'intégration de la classe ouvrière, sur l'impossibilité donc de mouvements révolutionnaires dans les pays capitalistes avancés, il n'était pas utopique et impossible de demander et d'agir pour l'abolition des rapports de production. Au moment où les autres pays tirent les leçons du mouvement français pour leur propre combat il nous importe de ne pas revenir, nous, sur ce qui est acquis.

Mais précisons bien que notre conception du socialisme pose le problème du pouvoir à tous les niveaux. Le problème de la décision politique ne se pose pas seulement à la base, il se pose aussi à l'échelon central, sous peine de réduire à rien ce que la base obtiendra ; donner à chacun la possibilité de gérer ses propres affaires, c'est faire reposer la décision centrale sur les comités populaires locaux et régionaux où les travailleurs pourront exprimer leurs volontés, exercer sur leurs mandataires un contrôle et une pression permanente. Nous ne voulons pas d'un socialisme étatique, bureaucratique, héritier de la pratique stalinienne. Le pouvoir d'Etat ne sera pas populaire lorsque les camarades ministres se proclameront au service du peuple, mais quand le peuple lui-même aura les moyens de discuter ses propres affaires, de les prendre en mains, d'exercer efficacement son contrôle et ses possibilités de critique.

Au moment où l'Etat et le patronat s'efforcent d'arracher aux travailleurs par le jeu de l'inflation et de la "rationalisation" des entreprises ce qu'ils ont dû leur consentir, ils espèrent que les travailleurs seront dégoûtés de l'action révolutionnaire en constatant le caractère "apparent" des avantages obtenus. Dans la réalité au contraire cette expérience permet de montrer à un plus grand nombre que l'on n'a rien obtenu d'essentiel si l'on n'a pas renversé le régime lui-même.

Mais que veut dire pour l'université : stratégie d'alternative socialiste ? Il est évident que nous ne cherchons pas à construire une université socialiste indépendamment de la société. Il est évident que nous n'avons pas des mots d'ordre comme "pouvoir étudiant" parce que de tels mots d'ordre seraient susceptibles d'entraîner des actions politiquement significatives. Nous avons toujours souligné la seule signification réelle que ce mot d'ordre pouvait avoir, à savoir pouvoir de contestation, de critique de la finalité de l'université.

Dans la stratégie globale d'alternative socialiste les luttes universitaires jouent un rôle important. D'abord parce que l'université est un secteur capital pour le développement du capitalisme. L'université, parce qu'elle englobe à la fois les enseignements secondaire, technique, les centres de recherche, représente à la fois le lieu quasi-exclusif de la formation technique approfondie et celui de la recherche fondamentale et appliquée. Or la science est devenue un instrument prioritaire de production qui intervient à la fois comme un facteur de rentabilité et comme créatrice d'industries nouvelles. Le contrôle de ce secteur est donc vital pour le capitalisme français s'il veut sauvegarder un certain jeu à l'intérieur du camp capitaliste.

Ensuite parce que les étudiants peuvent jouer un rôle de 1^o ordre dans cette lutte : le mouvement étudiant est le seul à ressentir à la fois la crise structurelle de l'université et la crise idéologique ; parce que, avec le mouvement lycéen, le mouvement étudiant est la force essentielle capable de contester le message délivré par l'enseignement et qui reste celui de la classe dominante, l'alliance entre les étudiants, les enseignants, les chercheurs ne peut se faire qu'autour de lui. C'est à ce prix que pourra être réalisée une division profonde du milieu universitaire, séparant les éléments intégrés au néo-capitalisme des éléments contestataires.

Notre stratégie ne consiste pas en effet dans un aménagement du système, mais bien plutôt, au contraire, dans le développement de la contestation de son message, de ses fins, de ses structures, en tant qu'expression d'un système politique et économique, moyens de perpétuer l'asservissement des travailleurs. Mai si, à l'

.../...

université, le rapport des forces peut être favorable au courant populaire, il faut que soient trouvés les moyens de donner une conscience socialiste au mouvement étudiant. Il faut avant tout, dans ce but, empêcher toute tentative d'intégration au mouvement dans les appareils + ou - contrôlés par l'Etat et, à cet égard, la cogestion est un danger réel d'intégration.

A cet égard nous luttons contre la stratégie réformiste qui, sous couvert de luttes quantitatives, se fait l'agent de l'université bourgeoise (en se privant des moyens de contester réellement son projet).

A cet égard aussi nous devons lutter contre la stratégie qui séparerait les luttes étudiantes des luttes ouvrières en ne situant les premières que dans le champ clos d'une contestation purement universitaire.

Notre stratégie nous conduit à accorder le priorité aux structures de contestation universitaire, mais en se gardant du danger des actions partielles (uniquement structurelle, ou pédagogique, ou sur le contrôle des connaissances : chacune de ces actions, isolée des autres, peut parfaitement être intégrée dans l'appareil universitaire). Cette ligne nous conduit, pour donner un sens à cette contestation, à la relier à la finalité des luttes ouvrières et. donc à rechercher la jonction avec celles-ci.

Notre stratégie nous conduit donc à utiliser et à exacerber toutes les contradictions du système universitaire tenant tant à sa fonction productive qu'à sa fonction idéologique. Dans la mesure où ces deux fonctions sont dévoilées, la contestation universitaire et l'action idéologique sont les deux axes de luttes que le mouvement doit mettre en avant, à partir desquels il doit déterminer des formes d'actions et des objectifs, en tenant compte du rapport des forces.

9 - LES NOUVEAUX RAPPORTS DE FORCE PEUVENT PERMETTRE DE DEVELOPPER DES LUTTES. EXACERBANT LES CONTRADICTIONS DU CAMP ADVERSE ET DE CHOISIR NOTRE TERRAIN DE LUTTE

Si la situation ne permet plus le même type d'action qu'en mai, le rapport des forces nous permet de développer des actions susceptibles de faire avancer la situation. Nous savons que nos efforts ne peuvent en aucune façon nous permettre de transformer l'université dans un sens correspondant à la société que nous voulons, mais nous savons aussi que nous pouvons contribuer par notre action à une prise de conscience plus grande et à la conquête de nouveaux moyens.

Notre situation ne nous permet pas pour le moment de nous affronter à des risques de répression, répression que nous ne pourrions combattre et qui aboutirait, pendant quelque temps, à la mort du mouvement.

Mais sur la base des conquêtes politiques, idéologiques, avec le capital de mobilisation dont nous disposons, nous pouvons choisir notre propre terrain de lutte. Nous n'avons pas à nous défendre. Il nous faut pour le moment combattre pour fixer sur un certain nombre de points (libertés politiques et syndicales, contestation de l'université, fonctionnement de l'université, liaison avec les travailleurs) bases de non-retour, des bases de départ permettant de bénéficier de positions plus fortes : ceci revient pour le moment à donner à un certain nombre de revendications en fait offensives une apparence, pour l'extérieur, défensive afin d'éviter l'isolement (l'avant-garde étudiante avait dès le début de mai un esprit offensif, mais elle n'aurait jamais réussi à déclencher un mouvement d'une telle ampleur si la police n'avait pénétré dans la Sorbonne, si les facultés n'avaient été occupées, si les cortèges n'avaient été si brutalement attaqués); ceci suppose aussi que sont menées des actions exemplaires et symboliques, détruisant la crainte et le respect de l'autorité, révélant les limites du système, ses contradictions, ses blocages, la nature répressive et les absurdités du système social en place, en enseignant le mépris.

IL FAUT FORCER L'UNIVERSITE, ET A TRAVERS ELLE LA SOCIETE A SE JUSTIFIER dans ses mécanismes, son idéologie, ses interventions répressives ; il faut forcer les acteurs de la pièce à jouer leur rôle.

.../...

I0 - IL FAUT DONC TROUVER DES OBJECTIFS PERMETTANT UNE EXPLICATION POLITIQUE ET D'ENGAGER DES LUTTES.

Agir sur l'université en pesant sur ses contradictions, c'est forcer l'université à se justifier donc à découvrir sa finalité profonde : l'institution accepte que l'on discute des manières, des méthodes de son fonctionnement, mais jamais de son contenu ni de son orientation. Il faut forcer cette discussion, qui est notre terrain de lutte ; en exacerbant les contradictions du camp adverse, forcer les protagonistes à se dévoiler.

La finalité de l'enseignement se révèle, dans son fonctionnement et réciproquement ; il faut donc agir sur ce double niveau. Pour cette action, il est nécessaire bien sûr de s'appuyer sur une ligne politique, sur une analyse ; mais non confrontée à la pratique, cette analyse prend rapidement valeur de témoignage : d'où la nécessité d'une stratégie de masse se concrétisant à certains moments par des objectifs revendicatifs susceptibles d'engager des luttes.

Quatre objectifs nous paraissent être de nature à répondre à cette exigence et permettre de donner un prolongement aux luttes. Ces 4 objectifs, qui ne peuvent être pris séparément, sont les suivants :

- pouvoir de contrôle ;
- contestation et université critique ;
- liaison avec les travailleurs ;
- liaison des luttes étudiantes et lutte contre l'impérialisme.

II - PREMIER OBJECTIF : L' INSTAURATION D'UN POUVOIR DE CONTROLE DANS L'UNIVERSITE

Ce thème de contrôle est essentiellement temporaire ; il correspond au moment précis de la lutte d'aujourd'hui et peut, par rapport aux tentatives d'intégration qui seront offertes, déboucher sur des objectifs de lutte.

L'idée d'un pouvoir étudiant est par nature ambiguë ; surtout dans une période relativement stable. Le pouvoir étudiant en mai, c'était le pouvoir du mouvement étudiant en lutte d'imposer ses décisions politiques dans l'université, quel que put être par ailleurs la société environnante ; c'était un pouvoir de fait se traduisant et par les proclamations d'autonomie des établissements et par l'exercice du droit de veto des étudiants sur toute décision prise. Aujourd'hui, le même mot d'ordre n'a plus du tout le même intérêt ; il ne peut que signifier pouvoir de l'étudiant d'organiser l'université bourgeoise. D'où la nécessaire substitution du mot d'ordre de contrôle au mot d'ordre de pouvoir.

Alors que l'université critique apporte la contestation externe au système, le contrôle fait la critique à l'intérieur même de l'institution.

Les structures de cogestion ne sont pas des structures de contrôle mais des structures d'intégration (même si pendant un certain temps elles peuvent permettre le développement d'une contestation) ; le contrôle est extérieur à ces structures pour deux raisons : d'une part, il est l'expression du mouvement en lutte, d'autre part c'est le contrôle animé par l'organisation de lutte : l'UNEF.

Parce qu'il est l'expression de la constitution du mouvement en lutte, il se situe dans un certain rapport de force et il doit être fondé sur des objectifs de lutte permettant de dévoiler progressivement les contradictions du système. Ainsi, exercer un contrôle actuellement sur les examens, les inscriptions, repose sur l'existence d'un rapport de force favorable relié à un certain nombre d'actions contre la sélection ou contre le pouvoir enseignant.

Parce que c'est le contrôle de l'organisation animant les luttes, le contrôle peut se faire à la base et trouver sa référence à l'échelon global. Par ses structures et sa nature, l'UNEF peut permettre, et le doit, le contrôle à la base, contrôle qui va de pair avec sa propre critique, la discussion de son action. Parce que ce contrôle à la base existe, parce qu'il s'appuie également sur une ligne politique cohérente, il peut déboucher sur un contrôle global. C'est donc une arme de rectification politique.

.../...

Il ne faut pas en effet surestimer la capacité d'analyse de ligne politique du milieu étudiant, dans sa grande masse. A part les étudiants politisés, <l'ensemble> des étudiants n'est pas prêt à faire sa propre critique et n'a pas les éléments qui lui permettraient de la faire (ainsi actuellement, l'on peut constater que ce sont les étudiants les moins politisés qui sont prêts à engager une épreuve de force ; c'est ce que l'on a pu constater à l'occasion des examens de médecine, de droit à Paris). Plus ordinairement, la masse des étudiants suit la frange politisée de ceux-ci. En période rapide, si on laisse la spontanéité agir, elle se laisse rapidement intégrer. Ainsi, le contrôle doit-il être fondé sur la menace constante d'intégration (particulièrement aujourd'hui, au moment où les revendications de pouvoir ne peuvent conduire qu'à l'intégration du mouvement étudiant). Il faut donc trouver des éléments permettant à tout moment la rupture avec les tentatives intégrationnistes. Si l'université critique est un moyen de contestation permanente, le contrôle peut être une modalité de rupture à des moments choisis et sur des points déterminés.

Sur quoi peut s'exercer le contrôle ?

Pour l'instant on peut envisager :

- . le contrôle des procédures de contrôle interne à l'université : orientation (problème de la division licence-maîtrise), inscriptions (liberté pour chacun de s'inscrire librement dans l'enseignement supérieur et en quelque année que ce soit), contrôle des connaissances (plus au niveau de la procédure d'ailleurs que du contenu des examens), détermination des enseignements et des cycles ...

- . contrôle des moyens de l'enseignement, moyens internes comme moyens externes : financement de l'enseignement, encadrement ... Ainsi peut-on envisager le contrôle du financement des enseignements, de la recherche, de la nature de l'encadrement.

- . contrôle de la définition des unités d'enseignement (la notion de département par exemple est une notion qui correspond pour l'enseignant à sa recherche, mais qui ne correspond pas forcément à quelque chose de précis pour l'étudiant).

- . contrôle dans les cadres de vie : règlement des cités universitaires, fonctionnement des lieux de travail et d'études ...

- . contrôle de la liquidation des derniers vestiges de la réforme FOUCHET, tel peut être un mot d'ordre relativement général (car concernant les inscriptions, la licence, les redoublements).

Comment peut s'exercer le contrôle ?

Il y a deux possibilités :

- . installation d'un contrôle de fait. Sur les examens, les étudiants ont déjà une certaine expérience des différentes modalités possibles ; sur les inscriptions <cela> peut se faire par la présence de piquets de surveillance, de commissions de requête ; sur les libertés politiques et syndicales en testant les réactions de l'administration à l'occasion d'un certain nombre d'événements précis ...

- . revendication et obtention d'un contrôle légal, et efforts pour pousser à chaque fois cette légalité plus loin dans ses conséquences et son principe.

Ce premier objectif n'a de signification que s'il est étroitement lié au second.

12 - SECOND OBJECTIF : CONTESTATION DE L'UNIVERSITE DE CLASSE. REVENDICATION ET UNIVERSITE CRITIQUE.

Il nous faut par tous les moyens possibles contester systématiquement l'université d'une part parce qu'elle n'est pas capable d'assurer une véritable formation professionnelle à tous en fonction de leurs besoins de culture et d'apprentissage, d'autre part parce qu'elle remplit un rôle idéologique de premier ordre. Cette contestation doit se faire à tous les niveaux : sur les diplômes, le contenu, sur le sens du devenir professionnel.

Donc cet objectif est double : faire la critique et introduire dans le processus de fabrication idéologique des éléments aliénés sortant de l'université ou sur lesquels le futur cadre aura à appliquer ce qu'il a appris.

.../...

Chaque secteur de l'enseignement supérieur est, sur ce point, concerné de façon particulière :

- en médecine : critique d'une formation professionnelle reposant sur l'exercice "libéral" de la médecine ; critique du rôle du médecin par rapport aux maladies ; problème de ses fonctions hospitalières. . .
- en droit : critique des couches parasitaires ainsi formées, couches parasitaires liées à la survivance de la bourgeoisie ; couches parasitaires mais monopolistes.
- sciences sociales : critique de ces secteurs qui sont des fabriques d'idéologie pure, de leurs applications professionnelles liées à l'idéologie dominante ; critique de ces secteurs servant d'apport idéologique pour l'intégration culturelle et politique de la classe ouvrière et la meilleure rentabilité de son travail. En quoi les analyses sociologiques sont-elles fondamentalement erronées. Quel rôle jouent-elles dans le maniement des foules ?
- lettres : critique à peu près semblable, mais plus en liaison avec les lycées sur la fonction de l'enseignement.
- sciences : analyse et critique des cadres. Critique du rôle des sciences et de la recherche.
- grandes écoles : bataille sur leur rôle essentiellement idéologique.

Ce travail de contestation ne peut être susceptible d'efficacité que s'il s'appuie et débouche sur un certain nombre de revendications portant tant sur la formation professionnelle que sur la sélection, les études ou les examens ...

Si les liaisons de l'université et de l'économie doivent être mises en valeur particulièrement, ce qui prend le plus souvent la 1^o place, c'est la lutte idéologique. Le mouvement de mai a fait apparaître l'importance du front idéologique, l'apparition des contradictions idéologiques et l'apparition du parallélisme entre l'action idéologique et l'action économique directe.

Les méthodes à employer peuvent être diverses :

- mise sur pied d'une université critique ;
 - séminaires sur tels ou tels problèmes permettant de faire avancer des éléments nouveaux.
 - surtout possibilité de faire intervenir dans la formation des gens qui vont subir le futur professionnel : lycéens disant ce qu'est un professeur du secondaire, techniciens ou ouvriers disant ce qu'est tel cadre
- Ce dernier point donne son véritable contenu au 3^o objectif.
Ces actions doivent être envisagées dans un cadre légal comme dans un cadre illégal avec structures parallèles.

13 - TROISIEME OBJECTIF : LA LIAISON DES ETUDIANTS ET DES TRAVAILLEURS.

14 - QUATRIEME OBJECTIF : LA LIAISON DES LUTTES ETUDIANTES ET LA LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME.